

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 12 Mai 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le douze du mois de Mai à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	05/05/2025
Présents :	18	Date de publication	13/05/2025
Votants :	22		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Guy DURAND – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Virginie CHRISTOPHE – Mme Fanny LAMOUCHE – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

Absents : Mme Andrée VACHER – M Ludovic HIRTH donne procuration à Mme Marie DALMAS – Mme Christelle COURTHIAL donne procuration à M Daniel MOTA – Mme Katia GOMES donne procuration à M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN donne procuration à Mme Fanny LAMOUCHE -

Secrétaire : M Pierre SERTIER

		Service de l'assainissement
N° 12	<u>Délibération n° 2025-052</u>	Principe de renouvellement de la délégation de service public de l'assainissement collectif et non collectif

I - PRESENTATION

La compétence assainissement est assumée par la Commune de VALENCIN. Celle-ci avait confié à SUEZ, la gestion de son service public d'assainissement collectif et non collectif par contrat d'affermage en date du 1^{er} juillet 2016. Le contrat actuellement en vigueur arrive à échéance le 30 juin 2026.

Ce service comprend :

- la collecte des effluents,
- le traitement des effluents,
- la surveillance et l'entretien du réseau,
- l'élimination des sous-produits du réseau et d'épuration,
- le renouvellement des branchements et des installations de télésurveillance,
- le contrôle de conception, d'implantation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif neuves ou réhabilitées,
- le contrôle périodique d'entretien et de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif existantes,
- les interventions d'urgence 7 jours sur 7, 24 h sur 24, y compris dimanches et jours fériés,
- la gestion du service client avec la facturation, l'encaissement et le recouvrement,
- les relations avec la Collectivité avec notamment la rédaction et la présentation des rapports annuels.

En matière de services publics d'assainissement, les deux grands modes de gestion employés aujourd'hui par les collectivités locales sont la gestion directe (régie) ou la gestion déléguée (affermage, concession et régie intéressée).

- la gestion directe : elle recouvre les hypothèses où le service est exploité directement par une collectivité locale (régie) ou par une structure personnalisée, sous sa dépendance directe (établissement public notamment).
- la gestion déléguée : elle consiste pour une collectivité locale à déléguer la responsabilité d'exploiter un service public local à une autre personne juridique distincte d'elle-même. Cette délégation repose sur un contrat administratif, encore appelé contrat de délégation de service public (affermage, concession et régie intéressée).

L'ensemble des contraintes techniques pour la gestion du service public d'assainissement (traitement des effluents, nouvelles normes réglementaires à respecter, audits de vulnérabilité, filières boues complexes et coûteuses, etc.) réclame de plus en plus de technicité.

Il convient également de prendre en compte une réglementation de plus en plus stricte en matière de qualité et de contrôle et parallèlement, d'intégrer les exigences croissantes des consommateurs en matière de qualité du service.

Dans ce contexte, il convient que la Collectivité décide de continuer à déléguer la gestion du service d'assainissement à une entreprise spécialisée, afin de bénéficier notamment :

- de la compétence de spécialistes dans tous les domaines de la gestion de l'assainissement : traitement des eaux usées, traitement des boues, chimie, physique, élimination des produits de curage, environnement, etc.,
- de techniques de pointe : hydraulique, électromécanique, informatique, automatisme, télétransmission, etc.,
- de méthodes de gestion et d'organisation éprouvées, notamment pour les interventions techniques, la clientèle, l'astreinte et la gestion de situation de crise,
- d'une capacité d'adaptation de ces différents moyens à la configuration locale,
- de ses références acquises dans la gestion de collectivités de taille au moins équivalente.

II - DESCRIPTION DE LA DELEGATION DU SERVICE

Missions confiées au futur Déléataire :

- exploiter à ses risques et périls le service public de l'assainissement (collectif : collecte, transfert, traitement des effluents et élimination des sous-produits et non collectif) sur le territoire de la Collectivité avec une obligation de résultat quant à la continuité et la qualité du service,
- assurer l'entretien, la maintenance, le renouvellement et le gros entretien, des installations ouvrages et équipements,
- pratiquer une surveillance régulière et systématique du service (intervention d'urgence 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, 365 jours par an),
- assurer la gestion des relations et de la facturation avec les abonnés du service,
- renseigner le système d'information géographique (SIG) en tenant compte des nouvelles réglementations,
- produire les rapports annuels d'activité.

La Collectivité demeure propriétaire des installations et maîtresse du développement des ouvrages et plus globalement de la gestion patrimoniale.

La Collectivité assure le contrôle de l'ensemble de la délégation du service public de l'assainissement collectif, éventuellement par l'intermédiaire d'un organisme librement choisi par elle.

Responsabilité :

Le Délégué assurera, pour l'assainissement collectif, la responsabilité du bon fonctionnement des ouvrages, de la qualité de l'eau rejetée dans le milieu naturel et de la continuité du service.

Le Délégué assurera, pour l'assainissement non collectif, la responsabilité du contrôle des installations des usagers.

D'une manière générale, il réalisera les interventions d'urgence 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, 365 jours / an, y compris dimanches et jours fériés.

Durée du contrat et rémunération du Délégué :

Le contrat aura une durée de 11 ans et 6 mois soit du 1^{er} juillet 2026 au 31 décembre 2037.

Le Délégué retenu assumera la gestion du service à ses risques et périls, et sera rémunéré par les ventes d'eau (abonnements et m³ consommés) perçues auprès des abonnés du service de l'assainissement collectif et par une rémunération directement collectée auprès des abonnés de l'assainissement non collectif.

Répartition des catégories de travaux :

Seront à la charge du Délégué :

Pour l'assainissement collectif :

- Les travaux d'entretien et de réparations des ouvrages,
- Les travaux de renouvellement : le Délégué aura le libre choix de proposer les options de renouvellement, à partir des obligations minimum précisées dans le document de consultation.

Pour l'assainissement non collectif :

- Les travaux d'entretien sont exécutés par le Délégué lorsque l'utilisateur a souscrit un abonnement au service.
- Les travaux de renouvellement ou de réhabilitation des installations sont à la charge des propriétaires.

Gestion clientèle :

Le Délégué assurera la totalité des prestations d'abonnements, facturation, encaissement et contentieux. La facturation sera au minimum semestrielle.

Le Délégué devra décrire son organisation de la gestion des dossiers clients.

Critères de qualité :

Le Délégué devra clairement préciser et justifier les moyens mis en œuvre pour assurer la permanence et la qualité du service, dans le respect des normes et de la réglementation :

- locaux,
- personnel spécialisé,
- matériels spécifiques,
- organisation des services d'astreinte,
- information et accueil des clients,
- veille réglementaire,
- management de la qualité (ISO 9001).

Il devra garantir par ailleurs, l'égalité des abonnés vis-à-vis du service public.

Prestations supplémentaires :

Le Déléataire devra proposer, dans le cadre défini par le document de consultation, toutes les indications apportant :

- une meilleure fiabilité de fonctionnement des ouvrages du service de l'assainissement collectif,
- une crédibilité du contrôle des installations des usagers, pour l'assainissement non collectif,
- une amélioration des prestations rendues aux abonnés.

Modalités de la consultation :

La consultation se fera conformément aux dispositions des articles L.1411-1 à L.1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, de la troisième partie du code de la commande publique et sur la base des éléments décrits ci-après, présentant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations à assurer par le Déléataire.

Caractéristiques actuelles du service de l'assainissement collectif, objet de la délégation :

Données générales (base 2023)

Désignation	
Nombre d'habitants desservis	2 884
Nombre d'abonnés assainissement collectif	1 034
Volume annuel facturé pour l'assainissement collectif	108 569 m ³
Station d'épuration	1
Postes de refoulement	2
Linéaire total des canalisations	30 621 ml
<i>dont séparatif eaux pluviales</i>	<i>9 583 ml</i>
<i>dont séparatif eaux usées</i>	<i>16 109 ml</i> <i>Dont refoulement 2 491 ml</i>
<i>dont unitaire</i>	<i>4 929 ml</i> <i>Dont refoulement 125 ml</i>
Branchements	995
Regards de visite	670
Déversoirs d'orage	8
Tarifs du service au 1^{er} janvier 2024	
Part fixe HT Déléataire + Collectivité (€ / an / abonné)	44,48 + 10,00 = 54,48
Part proportionnelle HT Déléataire + Collectivité (€ / m ³)	0,4766 + 1,3655 = 1,8421
Prix moyen TTC du m ³ pour 120 m ³ de consommation avec les redevances et la part Collectivité (€ / m ³)	2,7017

Caractéristiques actuelles du service de l'assainissement non collectif, objet de la délégation :

Données générales (base 2019)

Désignation	
Nombre d'installations assainissement non collectif	119

Après avoir exposé le présent rapport, Monsieur le Maire explique qu'il convient maintenant de statuer sur le mode de gestion retenu pour l'exploitation du service de l'assainissement collectif et non collectif et de l'autoriser à lancer la procédure de consultation.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- ✚ **APPROUVE** le recours au système de gestion du service public de l'assainissement de notre Collectivité, par délégation,
- ✚ **APPROUVE**, les caractéristiques de la délégation du service public de l'assainissement décrites dans le présent rapport,
- ✚ **AUTORISE**, Monsieur le Maire à lancer la procédure de consultation conformément aux articles L.1411-1 à L.1411-18 du Code Général de Collectivités Territoriales et à la troisième partie du code de la commande publique et à signer toutes les pièces y afférent.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Pierre SERTIER

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Sertier', is written over a faint, illegible stamp.

Pour copie conforme,
Valencin, le 13/05/2025
Transmis à la sous-préfecture
Le 13/05/2025

